

«Les mamans bipupola» et survie des ménages à Kinshasa

**Par PELENDE NATSEYA Anicet et MPONGO ETSHINDO
Patrice**

Résumé

La crise économique qui sévit en République Démocratique du Congo a poussé la population à la débrouillardise pour s'adapter tant soit peu à la situation du moment. C'est le cas de l'émergence des « bipupola ». On appelle « bipupola », les personnes qui, sur les marchés, lorsque deux ou trois personnes achètent ensemble un sac de vivres (maïs, de manioc, Niébél ou des braises se présentent pour partager ces produits entre les acheteurs d'une manière équitable. Les « bipupola » sont généralement les femmes. Et comme récompense de leur acte, elles bénéficieront des déchets ou d'un dixième des produits partagés. Ces femmes circulent dans les marchés tout au long des journées, à la recherche des opportunités de partage. Ce faisant, elles obtiennent quelques provisions qui permettent de subvenir aux besoins primaires du ménage. Cette pratique tend à se propager partout dans les marchés de Kinshasa. Là où on vend des produits de première nécessité.

En partant du cas de maman bipupola au petit marché BINSAKU dans la commune de Kimbanseke à Kinshasa, cet article veut montrer comment les Congolais, confrontés à la pauvreté, se saisissent des différentes occasions qui se présentent pour se créer un métier. Il s'agit des activités de débrouillardise, que les observateurs des milieux urbains classent sous le nom de l'économie informelle. Bien que de fortune, les activités des

bipupola pallient aux difficultés qu'éprouvent des nombreux ménages. Et certaines femmes bipupola sont allées loin, au point de faire des petites économies leur permettant l'achat des terrains vides pour la construction de leurs maisons d'habitation.

Introduction

Dans cette communication il est question de montrer comment et pourquoi le partage des produits des achats entre plusieurs acheteurs par une tierce personne, le *bipupola*, est devenu un des moyens quasi unique de faire survivre leur ménage. Les *bipupola* circulent toute la journée à travers les marchés, là où sont vendus les produits de première nécessité, à l'exemple du manioc, du maïs, du charbon etc. Etant donné les prix élevés des produits au marché, deux ou trois personnes mettent leur argent ensemble pour acheter un sac des marchandises. Il est par la suite fait appel à une tierce personne, neutre, le *bipupola*, pour faire un partage équitable entre les acheteurs. Après le partage. La récompenses ; approche d'une sorte de troc. Le *bipupola* n'est pas payé en argent mais en biens. Chaque partie concernée par le partage lui remet le 1/10^{ème} du produit partagé et elle même ramasse des restes à l'exemple des poudre de maïs ou de manioc considéré comme déchets.

Ce métier de partage des produits vivriers est apparu à Kinshasa, capitale de la RD.Congo aux environs des années 80, dans un contexte social caractérisé par le délabrement de l'économie, l'augmentation démographique et ses conséquences : la pauvreté, le chômage et les carences des biens de première nécessité. Dans son rapport publié en 2019 la banque Mondiale fait remarquer que même si depuis 2005, la République démocratique du Congo (RDC) émerge lentement d'une longue période de conflits et de mauvaise gestion qui a eu des effets dévastateurs sur l'économie, les institutions et le tissu social, la pauvreté dans ce

pays est massive et profonde. Les femmes qui pratiquent ce métier sont généralement des femmes pauvres. Elles sont appelées les *bipupola*, *en référence au terme kopupola* dérivant du mot lingala qui signifie enlever les déchets.

Les *bipupola* sont un exemple probant du secteur informel. Il illustre un mode des logiques des Congolais comme mode entrepreneurial qui permet aux gens de saisir des différentes opportunités qui se présentent pour assurer la survie des ménages, là où les structures officielles ont perdu la capacité de pourvoir aux attentes des populations. C'est cette image que nous offrent les habitants de ce pays potentiellement riche (NZONGOLA-NTALAJA 2015).

Depuis plusieurs décennies, les besoins fondamentaux d'existence de la majorité de ses habitants ne peut être assuré que grâce à l'initiative privée comme le montre des études effectuées en milieu urbain de ce pays sur le secteur informel (De Herdt, 2004; De Herdt et Marysse, 1966,1999; Mac Gaffey & Bazenguissa-Ganga, 2000). Ces études ont montré l'importance de ce processus dynamique qui englobe diverses activités et organisations multiformes et qui ne se limitent pas seulement à la capitale Kinshasa.

Notre étude élargit les débats de nos prédécesseurs sur ce secteur informel qui en réalité constitue la réelle économie congolaise. Les données pour écrire cet article proviennent des entretiens que nous avons effectués auprès de 30 femmes *bipupola* au petit marché BINSAKU dans la commune de Kimbanseke à Kinshasa.

Le document comprend deux parties : la première est consacrée aux considérations générales et la deuxième partie analyse les données recueillies.

1. Contexte

1.1. Pauvreté et le secteur informel à Kinshasa

Mais qu'est-ce que la pauvreté ? Il n'existe pas de définition unique de la pauvreté. Certains en donnent une définition en termes absolus. Les pauvres seraient les personnes dont les ressources resteraient en dessous d'un certain seuil fixé en unité monétaire. Le cas de la Banque Mondiale qui fixe le seuil de pauvreté « absolue » à 1 dollar par jour.

Nul n'est sans ignorer que la pauvreté en RDC n'est pas un mythe. Pour s'en persuader il suffit de noter l'incapacité d'une grande majorité des populations congolaises à satisfaire les besoins alimentaires, l'incapacité à accéder aux besoins de santé, à accéder à la scolarisation, à se loger décentement, etc. Toutes ces facettes de la pauvreté sont observables aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. La pauvreté dans la société Congolaise est également perceptible par des phénomènes sociaux grandissants qui traduisent une crise sociale profonde. Le cas le plus probant est sans doute la prostitution des mineurs.

Dans son rapport annuel de 2011 sur l'IDH, le PNUD a estimé à plus de 71% la proportion des congolais qui vivent avec moins d'un dollar par personne par jour. En d'autres termes la pauvreté qui sévit en RDC est une pauvreté de masse qui touche toutes les catégories socioprofessionnelles.

En outre, toujours selon le PNUD il y a une évolution critique du revenu par habitant. Celui-ci a régressé de plus de 15% en termes réels entre 1995 et 2007 (avant la crise mondiale), soit une baisse d'environ 1,4% chaque année sur cette période, alors que dans le même temps, la population croissait chaque année à un

rythme d'au moins de 2,8%. Ces statistiques sont plus qu'alarmantes. Qu'est-ce qui explique la constance de la pauvreté

Les années Mobutu ont d'abord constitué la descente aux enfers de la RDC. Sous ce régime, le pays n'a connu qu'une inflation, un déficit budgétaire et une dette publique qui n'ont fait que croître, mais également l'instauration de la corruption qui aujourd'hui a atteint des records, et ce dans tous les secteurs de l'économie nationale.

Pendant ces années l'Etat a brillé dans l'irrationalité, ce qui a eu comme conséquences un gaspillage des ressources, l'affectation de ces ressources à des fins politiques, etc.

Dans les années post-Mobutu, le pays a poursuivi sa course dans l'instabilité politique et économique, mais surtout le pays connaît toujours de gros problèmes de gouvernance économique. Ceux-ci se traduisent en termes d'environnement des affaires délétère. A cet effet, le classement Doing Business (2010) de la Banque Mondiale sur la facilité à faire des affaires plaçait la RDC à la 181^{ème} place sur 183 des pays. En 2011, la RDC avait occupé la 176^{ème} position. Dans le même registre l'indicateur du *Wall Street Journal/Heritage* qui mesure la liberté économique dans le monde plaçait la RDC à la 172^{ème} position sur 175 pays en 2011. Ces indicateurs traduisent combien la pratique des affaires est malaisée pour un entrepreneur.

Or, le recul de la pauvreté passe par le développement de l'entrepreneuriat. Pourquoi aujourd'hui après la démocratisation de la RDC, les populations congolaises ne jouissent-elle toujours pas pleinement de leurs ressources ?

La réponse à la question est la malédiction des ressources. L'ordre mondial actuel est marqué par le jeu des intérêts de grandes

puissances qui, en voulant à tout prix préserver leurs intérêts, favorisent l'aggravation de la misère des Congolais. Les congolais sont victimes de la richesse de leur sous-sol. La RDC est en effet un pays immensément pourvu en ressources naturelles : de plus de 80 millions de terres cultivables dont 10% seulement sont mises en valeur, des ressources minières importantes (le diamant, le coltan, le tungstène, l'étain, etc.), 2^{ème} poumon vert de la planète après l'Amazonie, 2^{ème} réserve d'eau douce mondiale. Rajoutons que le pays dispose d'un important potentiel hydro-électrique (soit 53% en Afrique et 13,5% au monde).

Malheureusement les populations de la RDC ne bénéficient pas de toutes ces richesses. Son économie est handicapée par des conflits armés incessants et un des niveaux de corruption le plus élevés de la planète à en croire *Transparency International*, qui pour l'année 2011 plaçait la RDC à la 6^{ème} place des pays africains les plus corrompus. Dans ce cadre, la réussite dans les affaires dépend de relations étroites entre le business et le pouvoir : favoritisme dans la distribution des autorisations légales, subventions gouvernementales, allègements fiscaux, etc. C'est un véritable « capitalisme de copinage » pour les proches du pouvoir, en dehors de l'état de droit.

Ce système a empêché l'accès d'un grand nombre au secteur formel : une part importante de la population active a ainsi été forcée de s'orienter vers l'informel. Le BIT estime à plus de 72% de la population active congolaise évoluant dans le secteur informel, à tel point qu'il est devenu le secteur dominant en matière de création d'emplois dans le pays. Mais dans l'informel, le « développement » économique est très fortement contraint.

2. Les bipupola

Les mamans bipupola sont dans la plupart des cas, des veuves, des jeunes filles-mères qui n'ont pas des fonds de commerce pour pratiquer le petit commerce. Elles ont pour tâche, partager les marchandises achetées d'une manière collégiale par d'autres femmes. Ainsi, elles bénéficient soit des déchets, soit d'un dixième des produits achetés et partagés. Afin de comprendre ce phénomène, nous avons mené nos investigations sur bipupola, nous avons utilisé la technique d'interview auprès de 30 personnes. Ces interviews étant constituées des questions ouvertes, le dépouillement s'est fait sur groupement des réponses, compte tenu de leurs ressemblances. Voici donc les données recueillies.

2.1. Au sujet des produits

Concernant les produits que ces femmes partagent, le manioc, les charbons des bois, le maïs et le niébé étaient les plus cités. Après le partage, elles gagnent soit les déchets ou le 1/10^{ème} des produits partagés. A la fin de la journée, elles revendent les produits gagnés. A les entendre parler, elles gagnent parfois plus de 25000Fc par jour comme plafond de chiffre de vente comme l'a exprimé une de ces femmes rencontrées:

« Tous les déchets que nous récoltons, nous les mettons dans un sac. Après-midi, nous les vendons à un vil prix. Et beaucoup des femmes préfèrent acheter ces déchets qui sont moins chers. Ce qui peut donner une bagatelle de 25000Fc par jour si l'on vend bien. »

Avec les économies qu'elles réalisent, elles subviennent aux différents besoins de leurs ménagers notamment, le manger, les soins médicaux, la scolarisation et d'autres besoins vitaux. Laissons parler l'une d'entre elles :

« L'argent que nous générons, nous aident à scolariser nos enfants, à payer les services des soins de santé lorsqu'ils sont malades et nous les nourrissons grâce à ce métier ».

2.2. Les difficultés rencontrées

En ce qui concerne les difficultés rencontrées, elles sont butées à la tracasserie policière et administrative, au manque de protection, étant donné que la plupart des ces produits dégagent de la poussière comme exprimé par l'une d'entre elles :

« Chaque fois quand nous venons au marché, la police nous dérange. Il y a aussi les agents de la DGRK qui nous exigent des documents nous permettant d'exercer ce métier. Chaque fois, pour être libres, nous leur donnons ne fût-ce que 1000 Fc par jour ».

Bon nombre d'entre elles ont déclaré qu'elles sont exposées aux poussières du fait qu'elles ne sont pas protégées. Ce c'est qui fait que bon nombre des femmes bipupola souffrent des maladies respiratoires dues à l'inhalation des poussières.

« Chaque fois, nous avons la toux. Nous pesons que cela est dû à la quantité considérable des poussières que nous inhalons chaque jour ».

Au marché, il n'y a pas d'abri pour se protéger contre les intempéries. Chaque fois, elles font face aux insulations, à la pluie. Sans oublier les menaces des brigands « Kuluna » (du fait qu'elles sortent très tôt le matin avant que les marchandises ne soient débarquées.

« Notre métier nous oblige de sortir très tôt matin entre 4 heures et 5 heures pour se rendre au marché. Or, pendant ces heures, les

brigands se postent au coin des rues pour extorquer les passants et violer les femmes ».

3. Le *kipupola* comme réponse populaire à la pauvreté

L'analyse que nous pouvons faire des ces données recueillies est que les *kipupola* est une activité génératrice des revenus faite par des femmes dépourvues des moyens, dans la plupart des cas, les veuves, les filles-mères. Le phénomène *bipupola* est un fait connu. Il est d'usage dans tous les marchés de Kinshasa où l'on vend des produits agricoles. Grâce à cette activité, plusieurs femmes trouvent des moyens pour subvenir aux besoins vitaux de leur famille respective notamment la scolarisation de leurs enfants, les frais d'hospitalisation et bien des besoins vitaux.

Toute fois, les femmes *bipupola* sont exposées à beaucoup de risques dans l'exercice de leur métier notamment les tracasseries policières et administratives, la poussière qui provoque des maladies respiratoires, les menaces des brigands quand elles sortent aux heures matinales ; sans oublier les intempéries du fait qu'elles n'ont pas d'abri au marché.

Mais le *kipupola* telle que pratiquée actuellement, est une tragédie qui risque d'entraîner des maladies respiratoire chez les femmes qui le pratiquent, car elles le font sans être protégées. Chaque jour, ce sont de quantités de poussières qu'elles inhalent.

En principes, elles doivent porter de masque contre les poussières et des vêtements appropriés pour se protéger contre la poussière (des cache-poussières).

Quant aux scientifiques, ils ne doivent pas seulement fournir les meilleurs diagnostics et les meilleurs avis possibles. Ils doivent toujours le faire, au service des femmes et des décideurs politiques,

et plus généralement au service de l'ensemble des acteurs de la société. Mais ils doivent également assurer une fonction d'alerte et de recherche de solutions. D'une certaine manière, ils sont eux aussi des acteurs ; ayant une responsabilité particulière dans la définition de ces exigences sociétales, qui détermineront in fine les conditions d'une meilleure prise des femmes bipupola dans la ville province de Kinshasa.

Conclusion

En définitive, nous disons que la crise économique qui sévit en République Démocratique du Congo a poussé la population à la débrouillardise pour s'adapter tant soit peu à la situation du moment. C'est le cas du phénomène bipupola.

Ces femmes sont présentes dans tous les marchés de Kinshasa où l'on vend des produits agricoles en provenances des provinces (Congo central, Kwango, Kwilu, Equateur, Mai-ndombe).

En ce qui nous concerne, nous avons mené nos investigations au petit marché BINSAKU dans la commune de Kimbanseke à Kinshasa. Pour y parvenir, nous avons mené des entretiens auprès de 30 femmes bipupola qui font l'objet de notre population cible. Les résultats de nos investigations font état de ce qui suit : ce métier bien que de fortune et informel, pallie aux difficultés qu'éprouvent certains ménages. Certaines femmes bipupola sont allées loin dans leurs économies en s'achetant des terrains vides dans des banlieues, qui serviront plus tard à la construction de leurs maisons d'habitation.

Bibliographie

- BISILLIAT, J. Relation de genre et développement, femme et société, Paris, Orstom, 1992

- BISILLIAT, J., Femmes du Sud face aux changements, Paris, Harmattan, 1997
- BISILLIAT, J. et VERACHUUR, C., Le genre : un outil nécessaire, introduction à une Problématique, Paris, Harmattan, 2000
- BOSERUP, E., La femme face au développement économique, Paris, PUF, 1983
- CLOUTIER, L., Femmes, rapports sociaux de sexe et stratégies de développement en Afrique de l'ouest, Quebec, centre sahel, 1993
- DELWASSE, L. et DELPECH, F., Quand les femmes prennent le pouvoir, Paris, Ed. Anne carrière, 2005
- DROY, I., Femme et développement rural, Paris, Karthala, 1990
- LACOH, T., LABOURIE RACAPE, A, TICHIT, C., Genre et développement : des pistes a suivre, Paris, CEPED, 1996
- MULUMBATI NGASHA, Manuel de Sociologie générale, Ed. Africa, Lubumbashi, 1980
- Naila KABEER, Intégration de la dimension genre dans la lutte contre la pauvreté et objectifs du millénaire pour le développement, Paris, L'Harmattan, 2005
- KITENGE Ya, le rôle de la femme zaïroise dans la société contemporaine. tAspects épistémologiques et analyse qualitative de la condition féminine, Thèse de doctorat en sociologie, Lubumbashi, UNAZAFSSPA, 1977